

Le pouvoir aux travailleurs

08 AVR 2001

N°81

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- ELECTIONS MUNICIPALES SUR DES BASES MANGECRATIQUE ET ETHNIQUE	2 - 4
- LA BARBARIE ETHNIQUE DES UNS ET DES AUTRES	5
- QUELQUES COMMENTAIRES SUR LES ELECTIONS MUNICIPALES	6 - 7
- LES HYJAZI, LES BOLLORES, CE SONT EUX LES PATRONS. LE GOUVERNEMENT N'EST QUE LEUR LARBIN	8
- BATIMENT : LE PROFIT POUR LES PATRONS, LE CHOMAGE POUR LES TRAVAILLEURS.....	8 - 9
- FACE A LA GREVE DES ENSEIGNANTS, UN GOUVERNEMENT DE CRAPULE !	10 - 11
- GREVE DES ELEVES DE L'INFAS	11 - 12
- SENEGAL : DES REVELATIONS QUI EN DISENT LONG SUR LA POURRITURE DES DIRIGEANTS POLITIQUES	13 - 14
- WADE REFUSE QUE L'ON JUGE HABRE AU SENEGAL.....	14 - 15
- IL Y A 130 ANS : LA COMMUNE DE PARIS	15 - 17

ELECTIONS MUNICIPALES
SUR DES BASES MANGECRATIQUE ET ETHNIQUE

A peine un peu plus d'un million de personnes se sont exprimées sur tout le territoire national, pour désigner les heureux gagnants qui s'engraissent durant quelques années à la tête des communes. Un million d'électeurs pour tout le pays, c'est moins que les seuls habitants d'une commune telle que Abobo. C'est dire que même si le pouvoir en place ainsi que les partis politiques se sont réjouis de la "*forte mobilisation*" des Ivoiriens, la masse des électeurs a boudé les urnes. C'est ce million de voix que se sont disputés les principaux partis politiques en lice. Le premier arrivé en tête, le RDR, a recueilli 301 mille voix. Ce qui représente 2% de la population vivant dans ce pays.

Sur la base d'une participation extrêmement faible, c'est donc le RDR qui semble tirer son épingle du jeu dans ces élections municipales, et c'est le FPI qui apparaît comme le grand perdant.

Pour ce qui est du FPI, ce parti qui est passé pendant longtemps pour incarner l'opposition au système politique du pays, voire pour un parti de gauche - n'est-il pas lié au PS français qui passe pour un parti très à gauche partout dans le monde, sauf en France - il a battu des records de vitesse pour ce qui est de se déconsidérer. Même l'organe officiel du FPI, "*Notre voie*" du lendemain des élections, parle de "*militants et sympathisants frustrés et déçus*" et "*qui ont l'impression que, depuis la prise de pouvoir, leur direction s'est coupée d'eux, que des ministres issus de leur parti, ceux avec qui ils battaient le pavé lors des journées de protestation, ont cessé de les considérer comme leurs camarades et sont devenus inaccessibles*". Eh oui ! Et on pourrait ajouter que, pour ce qui est de cette fraction de l'électorat populaire qui, sans être militante ni sympathisante, s'est retrouvée dans le FPI alors qu'étant dans l'opposition, il n'était pas associé à la pourriture du régime; eh bien, cette fraction n'a pas tardé à se rendre compte que le FPI au pouvoir ne vaut pas mieux que les autres, y compris pour ce qui est des pires aspects politiques de leurs prédécesseurs du PDCI.

Quelques dizaines, ou peut-être quelques centaines, de notables qui grâce à la victoire discutable de Gbagbo à l'élection présidentielle, ont

accédé à des mangeoires, ont des raisons d'être satisfaits. Mais en dehors d'eux ? Qui, des couches populaires, aurait à se réjouir de l'arrivée du FPI au pouvoir ? Ni les ouvriers, ni les paysans, ni aucune catégorie de la classe travailleuse n'ont vu leur niveau de vie s'améliorer un tant soit peu. Ils ne peuvent même pas se consoler en se disant qu'au moins, le pouvoir est un peu moins oppressif, et sait tenir ses chiens de garde en uniforme. Jamais la police, l'armée, n'ont été aussi omniprésentes. Jamais les policiers et les militaires n'ont racketté la population pauvre aussi ouvertement et à une aussi grande échelle. Quant à l'ethnisme, non seulement "l'humaniste" Gbagbo n'y a pas mis bon ordre, mais au contraire, il s'en est servi autant et plus que Konan Bédié, couvrant les pires exactions des forces de répression officielles, en y ajoutant de surcroît les exactions de son propre service d'ordre. Il a largement contribué à l'instauration d'un climat exécrationnel qui permet ensuite aux crétins qui veulent passer aux actes les plus barbares, de pouvoir le faire avec le sentiment d'être couverts d'en haut. La population travailleuse de ce pays n'a pas fini de payer pour cette démagogie anti-immigrés, anti-dioula, distillée d'en haut par les chefs des grandes formations, Gbagbo étant aux premières lignes.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la majorité de l'électorat du FPI ait choisi de rester chez elle.

Au total, le FPI a eu non seulement moins de voix que le RDR mais même moins que le PDCI après des décennies de dictature, de concussions, de corruption.

Dans l'électorat des trois partis, c'est probablement celui du RDR qui s'est le plus mobilisé. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cette mobilisation se soit faite, pour une large part, sur une base ethniste. Pour les Dioulas que le régime de Gbagbo, l'armée, la police, les milices du FPI et beaucoup d'imbéciles de la petite bourgeoisie estudiantine, sans parler des voyous, traitent comme des sous-hommes que l'on peut humilier ou tabasser, le vote pour le RDR peut passer, dans une certaine mesure, pour un vote de protestation.

En réalité, ceux des classes populaires, notamment les Dioulas qui ont voté pour le parti de Ouattara, ne tarderont pas à leur tour à être déçus.

Leur vote donne certes des arguments à Ouattara pour convaincre les bailleurs de fonds français ou américains de sa représentativité. Lui qui préfère rester prudemment dans sa villa en France pendant que ceux qu'il prétend représenter se font matraquer, dépouiller et à l'occasion des manifestations, arrêter, torturer voire assassiner, finira peut-être par avoir des assurances qu'il peut rentrer au pays, sans prendre des risques. Tant mieux pour lui. Il récupérera peut-être le siège de député de Kong et recommencer une carrière politique. Il pourrait avoir un rôle utile du point de vue des investisseurs capitalistes et des grandes puissances impérialistes gênées par l'instabilité politique dans laquelle s'enfonce le pays : représenter face à Gbagbo une alternance plus crédible pour le moment que, par exemple, Konan Bédié. Jouer ce rôle dans un pays comme la Côte d'Ivoire n'est pas forcément un rôle de tout repos: Gbagbo en sait quelque chose du temps où les rôles avaient été inversés, Ouattara au pouvoir et le leader du FPI dans l'opposition (et parfois, en prison).

Mais cet ex-haut fonctionnaire du FMI, cet ex-Premier ministre de Houphouët-Boigny n'est certainement pas un ami des travailleurs, des paysans et des pauvres, pas plus des Dioulas que des autres. S'il parvenait au pouvoir, il ne serait pas mieux que Gbagbo.

Par ailleurs, malgré les discours officiels, ces élections n'ont évidemment pas effacé les clivages ethniques que chaque clan politique s'efforce depuis des années de propager dans la population.

Il n'y a qu'à voir déjà la réaction de certains Ebriés ou Bétés qui se sont mobilisés dans "*leur commune*", après la défaite de "*leur frère*". Mais "*frère*" ou pas, ceux qui occupent les postes de maire dans les grandes agglomérations, en dehors de servir les possédants, ils ne songent qu'à s'enrichir au détriment de la collectivité. Leur "fraternité" se manifeste surtout lors des élections pour avoir des votes. Ce n'est quand même pas un hasard si la grande majorité des habitants des villes de la Côte d'Ivoire n'ont ni lotissement, ni électricité, ni eau courante et que le principal souci du maire en place est de racketter les femmes sur les marchés !

Les victimes de l'ethnisme ne sont pas seulement ceux qui font partie de l'ethnie pourchassée, mais aussi, ceux qui sont assez inconscients pour épouser la démagogie ethniste des dirigeants de leur propre ethnie.

LA BARBARIE ETHNIQUE DES UNS ET DES AUTRES

Suite à la victoire du RDR dans la commune d'Abobo, les partisans du candidat Ebrié du FPI de cette localité ont marché sur la mairie le jeudi 29 mars, exprimant ainsi leur mécontentement contre le fait que le RDR prenne possession de ce qu'ils considèrent être "*leur mairie*".

Evidemment, cette manifestation a pris dès le départ un caractère ethnique anti-Dioula. Des jeunes du FPI d'un côté et du RDR de l'autre, chacun de son côté, s'en sont pris à des passants, en les obligeants à se dévêtir, en les malmenant. Le choix de la victime se faisant bien entendu sur son appartenance ethnique. Une femme enceinte a été même dévêtue et un bâton enfoncé dans son sexe. Oui, c'est ça la barbarie ethnique. Chacune des deux parties use des mêmes violences, des mêmes crapuleries. Certains en ont profité pour racketter les passants. Quant aux forces de l'ordre, elles ont eux aussi usé de la même barbarie que les manifestants, puisqu'ils ont fait un mort, Apparemment, un homme qui n'avait rien à voir dans cette affaire.

Voilà pourquoi les travailleurs ne doivent pas accepter que dans leurs rangs s'expriment des propos xénophobes, nationales, ethnistes, voire tribales, que ce soit dans les quartiers, les usines ou les chantiers.

Les travailleurs ont tout intérêt à faire taire ces gens qui sèment la division et la haine entre les travailleurs. Si eux ne le font pas, personne ne le fera à leur place.

Aujourd'hui si les dirigeants du FPI ont condamné -d'ailleurs timidement- la manifestation de leurs partisans d'Abobo, cela n'enlève certainement pas leur responsabilité dans la surenchère ethniste depuis ces dix dernières années, c'est-à-dire presque depuis leur existence. Si aujourd'hui les dirigeants politiques du PDCI, du FPI et du RDR claironnent tous la "*réconciliation nationale*", ce n'est que pure hypocrisie. Demain ils recommenceront. A l'approche des prochaines élections, on les verra de nouveau avec les mêmes propos haineux dans la bouche et semant sur leur passage la même barbarie. La responsabilité de tous ces criminels est d'autant plus grande qu'ils n'ignorent pas qu'une fois la machine ethnique ou xénophobe enclenchée, elle peut s'emballer sans qu'ils puissent eux-mêmes la contrôler. Ensuite, les Ouattara-Gbagbo-Bédié nous diront qu'eux, ils n'ont pas demandé aux gens de prendre des machettes ! Ces politiciens ne méritent pas un grain de confiance de la part de la classe ouvrière.

QUELQUES COMMENTAIRES SUR LES ELECTIONS

La répartition des suffrages qui se sont exprimés lors de ces élections municipales se présente comme suit : Le RDR, 301 mille voix, Le PDCI, 298 mille voix, le FPI 278 mille voix et les indépendants 219 milles voix, issues essentiellement du PDCI et du FPI. En terme de suffrages exprimés, on peut dire que les différentes forces politiques s'équilibrent, même si cela n'apparaît pas dans le nombre de communes remportées par chacune des forces politiques en présence.

Ainsi, si le RDR remporte 63 communes contre seulement 33 au FPI, on peut noter que 47 des 63 communes remportées par le RDR ne représentent que 180 mille inscrits pour 344 mille pour la seule commune de Yopougon gagnée par le FPI. C'est dire que les communes du Nord gagnées par le RDR sont constituées par de petites communes avec une faible densité humaine.

Si l'on compare ces élections aux présidentielles et aux législatives, on peut dire que lors des présidentielles d'octobre 2000, sur 5,5 millions d'inscrits, seuls 2 millions ont pris part aux votes, soit un taux de participation de l'ordre 36%. Quant aux législatives qui se sont tenues en décembre de la même année, 33% ont pris part aux votes dans les 150 premières circonscriptions et seulement 13% aux partielles qui se sont déroulées en janvier 2001 dans les 24 circonscriptions essentiellement du Nord.

Quant aux élections municipales qui viennent de se dérouler, sur les 5,5 millions d'inscrits aux présidentielles, y ont été d'emblée exclus 2,3 millions d'électeurs ruraux vivant en dehors des communes. Sur les 3,2 millions restants, seuls y ont pris effectivement part, 1,25 millions de votants. Soit un taux de participation d'environ 39%. Si ce pourcentage est donc supérieur à celui des présidentielles, on peut noter que, inversement, près d'un million de personnes en moins y ont pris effectivement part aux votes. Ce qui relativise la "victoire" du RDR et la "défaite" du FPI.

Par ailleurs, il était évident que les Dioulas -les principaux partisans du RDR, voire presque les seuls- y étaient particulièrement motivés à y prendre part, suite à l'exclusion, de ce qui est devenu leur parti, aux présidentielles et aux massacres dont "*les Dioulas*" ont été les principales victimes.

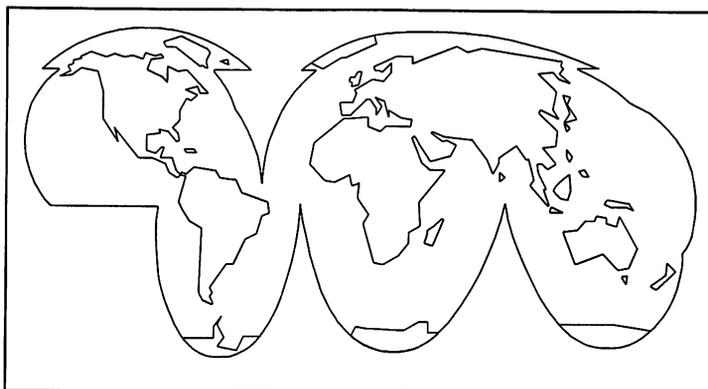
Quant aux partisans du FPI, ils ont montré beaucoup moins d'enthousiasme à se mobiliser, constatant déjà à quel point ceux qu'ils ont aidé à prendre le pouvoir ressemblent à ceux qui les ont précédés dans leur façon de gouverner, de se comporter, du mépris qu'ils affichent envers les travailleurs et à la servilité, à la bassesse qu'ils montrent face aux riches, face à la classe possédante.

Ce qui différencie les dirigeants du PDCI, du FPI et du RDR, ce n'est pas dans l'idéologie. Pour cela, tous ces gens, ainsi que leurs satellites,

défendent la même idéologie. C'est celle qui consiste à se servir soi-même et à servir la bourgeoisie d'ici et d'ailleurs au détriment de la classe des travailleurs. La seule chose qui les différencie aujourd'hui, c'est la base ethnique de chacun de ces partis. Voilà pourquoi les travailleurs ne doivent avoir que du mépris vis-à-vis de ces

partis et de leurs dirigeants. Parce que ces gens-là, par leur cupidité, sont capables d'entraîner ce pays dans la barbarie. La classe ouvrière a intérêt à se méfier de tous ces partis politiques bourgeois. Elle a intérêt à s'organiser sur une base de classe sociale pour défendre ensemble leurs intérêts de classe face à leurs ennemis bourgeois et aux politiciens à leur service.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LES HYJAZI, LES BOLLORES, CE SONT EUX LES PATRONS LE GOUVERNEMENT N'EST QUE LEUR LARBIN

Le coup de publicité du gouvernement terminé, les choses sérieuses ont commencé... par la libération de ce même Hyjazi qui a pourtant volé des dizaines de milliards à l'Etat.

Ce Hyjazi a donc recouvré la liberté... sans avoir rien casqué de ce qu'il doit à l'Etat. Il vient même de s'illustrer en licenciant un ouvrier de la société Indus Chimie, l'une de ses nombreuses entreprises, pour "*indiscipline*", "*insubordination*", "*troubles semés*", "*manquement aux règles*"... de la loi capitaliste du profit, ajouterions-nous. En un mot, il s'agit du renvoi d'un délégué du personnel qui faisait son travail de délégué.

Quant à l'affaire Caréna, du richissime bourgeois français Bolloré qui possède, lui, une fortune infiniment

supérieure à celle de Hyjazi, on se souvient des travailleurs de cette entreprise abusivement licenciés, suite à une grève déclenchée en 1997. Depuis lors, une vingtaine d'entre eux sont décédés à cause de la misère vécue durant cette période. On se souvient que grâce aux pressions des travailleurs, aux lendemains de la prise du pouvoir par le FPI, si Gbagbo avait senti la nécessité d'en parler lors d'un de ses discours, depuis lors, on dirait que le gouvernement voudrait bien classer cette affaire dans les oubliettes

S'il n'en tenait qu'à ce gouvernement, on peut être sûr d'une chose: la bourgeoisie peut continuer à s'engraisser tranquillement et les pilleurs des caisses de l'Etat, les Bédié, les Ouattara et les Guéi, dilapider tranquillement la fortune amassée.

BATIMENT : LE PROFIT POUR LES PATRONS, LE CHOMAGE POUR LES TRAVAILLEURS

Depuis près de 7 ans, il y a eu un boom dans le secteur du BTP. Cela a d'abord provoqué la création de plusieurs entreprises de promotion

immobilière et de construction.

Cette situation a permis aussi l'apparition des groupes d'escrocs qui

L E U R S O C I E T E

vont faire le malheur des clients et des ouvriers. Ils vont démarrer des travaux, pour ensuite abandonner en fuyant avec l'argent des clients et le salaire des ouvriers.

Mais les principaux bénéficiaires de ce boom sont les plus grosses entreprises telles que SIPIM, BATIM-CI, SCI LES ROSIERS, SONITRA, CMI, LES LAURIERS etc...

Avec l'accord tacite du gouvernement Bédié, elles étaient exonérées d'impôts, elles avaient champ libre d'employer des tâcherons, et enfin elles bénéficiaient de l'apport considérable du nouveau code du travail taillé sur mesure par le patronat.

Pendant cette période de vache grasse, aucune de ces entreprises ne respecta le misérable SMIG (salaire Minimum interprofessionnel Garanti) ivoirien qui est de 1688F cfa pour huit heures de travail.

Pourtant dans la convention interprofessionnelle du BTP, le salaire d'un manoeuvre première catégorie commence par 3500F cfa pour huit heures de travail; après un an ce travailleur devrait obligatoirement être embauché. Pour ne pas appliquer cette convention, ces entreprises ont entretenu le système de tâcheron qui consiste à faire embaucher la main-d'oeuvre indirectement par l'intermédiaire d'un individu.

Cet intermédiaire est en réalité

souvent un simple employé de l'entreprise. En cas de bagarre des travailleurs, il se présente souvent même comme un sous-traitant. Lui, il a le droit, en tant que responsable d'une petite entreprise, de payer le salaire à partir du smig. En cas de rupture du contrat avec les travailleurs, il déclare faillite.

Avec le ralentissement des activités dans le secteur du BTP, la plupart des travailleurs se trouve au chômage. N'étant pas embauchés pendant les 7 ans, ils ne bénéficient d'aucune prise en charge par les entreprises pour lesquelles ils ont sué pour faire d'elles ce qu'elles sont aujourd'hui.

Ils ont construit de belles maisons, pour n'avoir droit qu'à des baraques d'où ils sont souvent expulsés, traînant dans la rue, et les bagages et leur famille.

Dans cette histoire d'exploitation, l'Etat est complice. Il envoie souvent sa police mater les travailleurs qui protestent contre ces conditions difficiles de travail et de vie. Et sous ses encouragements, on appelle le secteur du BTP, "secteur informel" c'est-à-dire où tout le monde fait ce qu'il veut mais sans toutefois laisser aux travailleurs le droit de faire ce qu'ils veulent.

Il appartient aujourd'hui à la classe ouvrière de prendre le taureau par les cornes en s'organisant, pour mettre fin à cette exploitation.

L E U R S O C I E T E

FACE A LA GREVE DES ENSEIGNANTS, UN GOUVERNEMENT DE CRAPULE !

Lorsque Ouattara était Premier ministre, il a trouvé un moyen de diminuer les salaires des enseignants en inventant le système de "raccrochage". Tout nouveau enseignant recruté à partir de ce moment se retrouvait d'un seul coup avec un salaire divisé par deux, pour un même travail. Bédié qui l'a succédé, trop content de bénéficier de cette mesure mise en place par son prédécesseur, n'a pas voulu mettre fin à ce système, malgré de nombreuses grèves des enseignants. La seule concession que la grève des enseignants a réussi à lui imposer, ce fût la promesse du versement de l'équivalent d'un mois de salaire par an pour chaque enseignant "raccroché". Mais aussitôt les enseignants ayant repris le travail, Bédié a eu vite fait d'oublier de verser la somme promise aux enseignants. Vint le régime Guéi-FPI-PDCI. Les enseignants se sont encore une fois mis en grève pour exiger, à nouveau, l'abrogation du système de "raccrochage". S'est ajouté à ces revendications, le versement de tous les arriérés de salaires arrachés au temps de Bédié qui d'année en année ont fini par totaliser près de onze milliards de francs. Si aucun sou n'est sorti des caisses du pouvoir sous le régime GUEI-FPI-PDCI, l'Etat, s'est

encore une fois contenté de donner des promesses pour l'abrogation de la loi sur le "raccrochage" en 2002.

Depuis l'arrivée au pouvoir du FPI, les enseignants sont plusieurs fois revenus à la charge en se mettant en grève, malgré la "trêve sociale" demandée par celui-ci. Cette fois-ci, le gouvernement demande aux enseignants, d'une part, de couper la poire en deux et de se contenter de 5 milliards au lieu des 11 milliards qui leur revient de droit, au nom de la "solidarité nationale". Mais le pouvoir n'a jusque-là sorti aucun sou. Il s'est tout juste contenté de leur promettre deux versements: l'un, de 2,2 milliards avant fin mars 2001 et un deuxième versements de 2,8 milliards avant juin...2002.

Comme tout patron qui se respecte, fin mars, le pouvoir ne verse pas un sou aux enseignants. Il a fallu à nouveau se mettre en grève pour que, cette fois ci, le pouvoir de Gbagbo promette le versement de 1,2 milliards d'ici quelques jours et un milliard avant les congés de Pâques.

De plus, comme tous les patrons, le pouvoir en place profite pour semer la division et persiste dans sa logique xénophobe, en décidant que seuls les

L E U R S O C I E T E

enseignants qui présenteraient une carte nationale d'identité et un certificat de nationalité ivoirienne pourrait bénéficier de cet argent dit de "*contribution sociale*". Exactement comme si, après une grève dans une usine ou un chantier du bâtiment, le patron demande la carte d'identité ivoirienne avant de verser les salaires : ceux qui ont trimé dur mais qui ne sont pas ivoirien, vous pouvez crever ! Par contre, au moment de l'embauche, il n'y avait pas de problème de papier.

Seul un gouvernement xénophobe et fondamentalement ennemi des travailleurs peut ériger une telle règle crapuleuse ! D'autre part, le

gouvernement parle de 28.000 enseignants qui devraient se partager l'argent débloqué, alors que les enseignants ayant eux aussi fait leur compte n'ont totalisé que 14.000 enseignants. Ce qui veut dire que le pouvoir semble vouloir tricher pour que la part de chacun diminue.

Si ce pouvoir dirigé par un ancien professeur "*prof*" se comporte de cette façon crapuleuse avec ses propres "*collègues*" restés dans l'enseignement, on peut aisément imaginer ce dont il est capable en terme de mesures anti-ouvrière contre la classe laborieuse, pour mieux servir la classe exploiteuse dont il défend les intérêts.

GREVE DES ELEVES DE L'INFAS

Les élèves de (l'Institut Nationale de Formation des Agents de la santé) viennent d'interrompre leur grève de la faim qui fait suite à plusieurs mouvements menés en vain.

Depuis fin octobre 2000, ces élèves formés par l'Etat devraient être intégrés dans la fonction publique. Mais à leur grande surprise, leur ministère de tutelle exige un concours d'intégration. C'est ce qu'ils ont trouvé inadmissible et exigent en conséquence leur intégration pure et simple sans passer par un quelconque concours.

Mais le ministère campant sur sa décision, organisa ce concours au mois de novembre 2000. Ce fut le début de la grève de ces étudiants. Ils bloquèrent l'accès à l'antenne de la fonction publique d'Adjamé 220 logements pour empêcher ceux qui voulaient se présenter au concours.

Après ce mouvement, ils ont obtenu la promesse du ministère de revenir sur sa décision. Mais plus de deux mois après, le ministère revenait à la charge pour dire que c'était une nécessité de passer ce concours avant leur intégration.

L E U R S O C I E T E

Mécontents de cette nouvelle réponse, les élèves décident d'entreprendre une marche de protestation vers la présidence. Mais cette fois-ci ils seront accueillis par la police avec du gaz lacrymogène. La marche sera réprimée et les étudiants n'auront toujours pas une suite à leur requête.

Au mois de mars dernier, ils entament une grève de la faim à la cathédrale Saint-Paul du plateau espérant se faire entendre. Mais quelques semaines après, ils mettent fin à cette grève de la faim sans une suite favorable.

Ce conflit entre ces futurs agents de la santé et le gouvernement illustre l'hypocrisie de ce gouvernement qui, tout en prétendant vouloir améliorer l'accès aux soins de la population, veut limiter au maximum le nombre des employés dans les hôpitaux publics. L'instauration de ce concours n'est qu'une manière déguisée de mettre les futurs agents de la santé au chômage, alors qu'ils ont déjà suivi une formation et pourraient être fort utiles dans les hôpitaux.

Nous savons tous aujourd'hui que, dans les hôpitaux urbains il y a un manque cruel de personnels. Dans d'autres infirmeries et dispensaires des petites villes, l'infirmier major remplace en même temps le docteur. Plusieurs dispensaires manquent de sages femmes. Quant aux villages, les parents se sont saignés à blanc pour construire des centres de santé qui attendent depuis plusieurs années l'affectation d'un simple infirmier d'Etat.

Souvenons-nous qu'à l'époque où le FPI se trouvait dans l'opposition, ils nous chantaient qu'il fallait plus du double du nombre actuel des agents de la santé pour que l'Ivoirien ait une couverture totale en matière de santé. Mais une fois au pouvoir, ce sont les mêmes qui refusent d'intégrer directement ces agents si utiles à la population. Cela montre bien que ce gouvernement agit comme ces prédécesseurs.

Nos dirigeants d'hier comme ceux d'aujourd'hui, sont plus soucieux des intérêts des possédants, de se plier en quatre pour les servir plutôt que de s'occuper de ce qui est nécessaire pour les populations laborieuses.

SENEGAL : DES REVELATIONS QUI EN DISENT LONG SUR LA POURRITURE DES DIRIGEANTS POLITIQUES

A l'occasion de la campagne électorale pour les législatives qui auront lieu ce 29 avril, on a pu assister à quelques règlements de compte au sommet, entre les dirigeants du PDS actuellement au pouvoir et ceux du PS, passés dans l'opposition mais néanmoins majoritaires dans l'Assemblée nationale actuelle. Juste au moment du démarrage de la campagne, le gouvernement sénégalais a procédé à l'arrestation de quelques dirigeants et barons du PS, trempés dans des malversations et des détournements de fonds. C'est le cas, notamment, de Mbaye Diouf, ancien patron de la Société Nationale de Chemins de Fer (SNCS). Il est accusé d'avoir vidé les caisses de la régie. Certains dirigeants de la Douane, du Port autonome de Dakar, de la Loterie Nationale, sont aussi poursuivis pour les mêmes raisons. Des audits sont également en cours pour d'autres dirigeants de sociétés d'Etat, comme la Poste, l'Ipres (organisme de retraite). Le secrétaire général du PS, Ousman Tanor Dieng, celui que la presse qualifiait jadis de "*Dauphin de Diouf*", est lui même trempé dans une affaire de plusieurs milliards de francs CFA. Il est accusé d'avoir empoché d'énormes pots de vin de la part d'armateurs russes en échange de licences de pêche dans les eaux poissonneuses du Sénégal.

Les dirigeants du PS clament leur innocence en déclarant qu'il s'agit d'une campagne de "*déstabilisation*" contre leur parti. L'un d'entre eux a même prétendu qu'il avait lui aussi en

sa possession des documents et des preuves à l'encontre de Wade qui aurait également mis la main dans le sac. Du coup, Wade a porté plainte contre lui pour diffamation.

Mais on peut constater que certains notables pourris du PS ont pu échapper aux poursuites judiciaires en sachant retourner leur veste au bon moment. C'est le cas, notamment du patron de la SICAP (Société Immobilière du Cap), un ancien dirigeant du PS qui a récemment rejoint le PDS. Dans un premier temps, une accusation avait été lancée contre lui. Entre-temps, il a rejoint le PDS et comme par miracle il n'est plus accusé. Quant à Abdou Diouf qui en a mis plein dans les poches, qui a casé les membres de sa famille dans les postes les plus juteux de l'appareil d'Etat et qui leur avait donné par exemple le monopole de l'importation du riz au Sénégal, il coule paisiblement ses jours à Paris, assuré qu'il est par Wade qu'il bénéficiera d'une impunité totale jusqu'à la fin de ses jours.

Ces élections législatives vont être pour bien de politiciens de l'ancien régime une nouvelle occasion de retournement de veste. C'est le cas déjà d'un dirigeant PS de la ville de Tivaouane. Certains, comme l'ex-député-maire PS de Rufisque (banlieue de Dakar) l'avait fait entre les deux tours de l'élection présidentielle, sentant que Diouf ne serait plus réélu. D'autres l'ont fait au deuxième tour, une fois le résultat connu. D'autres encore bien

après.

La suppression du Sénat suite à l'adoption de la nouvelle constitution fait que ceux qui ont été délogés de leur poste de sinécure font tout pour figurer parmi les 120 futurs députés. Mais il faut aussi tenir comptes de jeunes loups aux dents longues du PDS qui voudraient profiter des avantages matériels importants attribués au députés, surtout aux 19 d'entre eux qui siègeront au bureau de l'Assemblée. Ils auront le rang et le salaire de ministre, ils bénéficieront d'une dotation mensuelle de 1000 litres de carburant, d'une voiture de fonction avec chauffeur, d'un logement et des employés de maison payés aux frais de l'Etat. Autant dire que ça se bouscule très fort au portillon ! Car ce qui intéresse les partisans de Wade comme

ceux de l'ancien pouvoir de Diouf ce n'est rien d'autre que les privilèges. Si jusqu'ici il n'y a pas eu de scandales financiers impliquant les dirigeants du PDS, c'est tout simplement parce que celui-ci n'est au pouvoir que depuis un an tandis que le PS a dirigé le pays depuis 40 années. Entre les deux partis politiques la différence est infime à tel point que les dirigeants vont d'un parti à l'autre sans problème et avec comme seule préoccupation la poursuite de leur ambition et leur carrière politique.

Alors, ceux parmi les travailleurs qui croient encore que le parti de Wade est celui du "Sopi" ("*changement*" en langue Wolof) feraient mieux d'ouvrir les yeux et réaliser que ce slogan n'est que pure démagogie et que pour changer vraiment leur sort les exploités ne peuvent compter que sur leur capacité de se mobiliser et de lutter.

WADE REFUSE QUE L'ON JUGE HABRE AU SENÉGAL

Le verdict est tombé. L'ancien dictateur tchadien Hissein Habré qui coule depuis plusieurs années un exil doré à Dakar ne sera finalement pas jugé par la justice sénégalaise, paraît-il, pour incompetence. Il est donc de nouveau libre. Ironie du sort, le Sénégal fut le premier pays africain à ratifier, en 1986, la convention internationale contre la torture. Il est également le premier à la fouler aux pieds.

Pourtant, suite à une plainte déposée par ses victimes et les associations de soutien tant nationales qu'internationales, cette même justice avait inculpé en février 2000, ce dictateur pour "*complicité d'actes de*

tortures" et placé en résidence surveillée.

Selon les chiffres officiels, la dictature de Habré avait fait au Tchad plus de 40 000 morts.

Les victimes et les associations de soutien n'ont pas baissé les bras. Ils ont saisi les autorités belges et espèrent que le bourreau Habré sera extradé vers la Belgique pour y être jugé à nouveau.

Ce n'est pas seulement une question de procédure judiciaire, le fond de cette décision est plutôt politique. Wade n'avait-il pas déclaré, avant

même la décision de la cour de cassation de Dakar, qu'Habré ne serait jamais jugé au Sénégal? Rappelons que c'est le gouvernement français qui avait organisé la fuite de Hissein Habré de Ndjaména. C'est également lui qui avait demandé à Diouf de recevoir ce dictateur déchu. Le pouvoir au Sénégal a changé mais le nouveau président, Abdoulaye Wade continue à

obéir aux ordres de Paris.

Aux dernières nouvelles, il vient de donner un délai à son hôte, le bourreau Habré pour quitter le Sénégal. Wade a-t-il reçu un coup de téléphone de l'Elysée? Ou a-t-il décidé de son propre chef de se débarrasser de ce colis humain décidément encombrant ?

IL Y A 130 ANS : LA COMMUNE DE PARIS

Pour la première fois dans l'histoire en 1871, face au pouvoir des possédants se dressait un nouveau pouvoir incarnant les espoirs et la volonté des masses laborieuses. Le premier Etat ouvrier faisait flotter sur les toits de l'Hôtel de ville de Paris, face au monde bourgeois, le drapeau rouge de la révolution sociale. La Commune n'a vécu que deux mois et demi. Mais le sang de ses martyrs n'aura pas coulé en vain car leur exemple a servi à former des combattants du socialisme.

Le mouvement ouvrier à la veille de la Commune

Malgré l'essor sans précédent de la bourgeoisie, la France restait à l'époque socialement un pays de petits artisans, de petits patrons et surtout de paysans. A Paris 7,4% des patrons seulement avaient plus de 10 ouvriers. La classe ouvrière bien que jeune était riche des expériences des luttes du passé.

En février 1848 elle s'était battue derrière d'autres forces sociales contre la monarchie.

Quelques mois plus tard en juin lorsque les ouvriers étaient à nouveau descendus dans la rue, car ils s'étaient aperçus que la révolution à laquelle ils avaient contribué n'avait pas réalisé leurs espoirs. La bourgeoisie républicaine, celle-là même qui disait la veille être son amie, n'hésita pas à se retourner contre eux cette fois avec une violence et une barbarie sans précédent. "*La révolution est morte, vive la révolution*" s'écriait Marx. En effet, cette sanglante défaite était aussi la plus grande leçon politique que le prolétariat reçut.

La fin de l'empire et la guerre de 1870

L'empereur Napoléon III s'était mis en guerre contre Bismark dirigeant de la Prusse. Il s'agissait pour Napoléon III de rétablir à travers cette guerre son autorité qui s'effritait. Pour Bismark c'était l'occasion d'achever l'unité de l'Allemagne sous l'autorité du roi de Prusse. L'armée française fut battue et Napoléon III prisonnier de Bismark. Cette défaite crée une crise révolutionnaire en septembre 1870 aboutissant à la Commune de Paris en

mars 1871. Dans la ville de Paris assiégée par les Prussiens, la famine faisait rage et la situation économique était catastrophique. Malgré cela les ouvriers mais aussi les petits bourgeois pauvres rentraient volontairement en masse dans la "*Garde Nationale*" pour préparer la défense de Paris. Des bataillons entiers de cette garde défilaient dans les rues et mettaient en place leur fédération ainsi qu'un "*Comité Central*" éligible et révocable à tout moment. Forte de plus de 200.000 hommes, armée de 450.000 fusils et de 2.000 canons, la Garde représentait véritablement le peuple en armes. Ce "*petit peuple de Paris s'élançait à l'assaut du ciel*" (Marx).

La journée des canons

Le désarmement de Paris était une nécessité pour la bourgeoisie. Le gouvernement qui s'était enfui à Versailles, confia à Thiers le soin de reprendre cette artillerie par la force. Les troupes de Thiers sortirent de leurs casernes et tentèrent dans la nuit de 17 au 18 mars de s'emparer des canons parqués à Montmartre, un quartier ouvrier de Paris. Au petit matin la population a accouru de partout, les femmes en tête. Elles commençaient à exhorter les soldats, les interpellant et leur reprochant l'indignité de leurs actes. Les soldats levèrent la crosse et basculèrent dans le camps des insurgés. Les travailleurs de la capitale étaient en armes. Ils avaient pris conscience de leur force et de l'antagonisme insurmontable qui les opposait aux hommes du gouvernement bourgeois.

Le Comité Central et la Commune

Du fait que le gouvernement et l'administration avaient abandonné

Paris, le Comité Central de la Garde Nationale se trouva obligé de gouverner la ville. Après bien des hésitations et à l'instigation de ses membres les plus énergiques et les plus conscients, il accepta de siéger à l'Hôtel de Ville mais seulement jusqu'à l'organisation des élections communales. Elles eurent lieu le 28 mars. Les quartiers populaires votèrent en majorité pour les militants qui s'étaient fait connaître dans la lutte. Sur 90 élus il y avait 25 ouvriers dont 13 appartenaient à l'Internationale (AIT). Les blanquistes étaient une douzaine. Il y avait aussi une majorité disparate de jacobins et de "*révolutionnaires indépendants*" ainsi que des proudhoniens. Certains membres du Comité Central sont également élus à la Commune. Le CC formait cependant une sorte de pouvoir parallèle. Malgré l'état de guerre (Paris était à la fois menacée par les armées de Bismark et par celles de Thiers) la Commune prit une série de mesures destinées à améliorer immédiatement les conditions d'existence des travailleurs. C'est ainsi que les salaires furent augmentés pour ceux qui étaient mal payés. L'horaire de travail légal fut limité à huit heures. Le travail des enfants était interdit ainsi que celui de nuit pour les femmes. De façon générale, dans les conflits opposant les bourgeois et les prolétaires, la Commune prenait systématiquement le parti des ouvriers. Un des premiers décrets de la Commune fut la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. Les fonctionnaires devaient être élus par le peuple et révocables; leurs salaires ne devaient pas excéder ceux des ouvriers.

Des lacunes

Lorsque l'armée bourgeoise

désorganisée s'enfuyait piteusement de Paris, la Commune n'a pas su lui porter un coup fatal. Elle n'a pas su non plus appeler les travailleurs à dresser les soldats contre leurs officiers.

La Commune ne toucha pas à l'argent de la haute finance stocké sous forme de lingots d'or dans les caves de la Banque de France. Elle ne fit qu'y envoyer un émissaire. Celui-ci n'a obtenu auprès du banquier que des sommes dérisoires alors que l'argent faisait cruellement défaut à la Commune. Les Versaillais quant à eux obtenaient de la même banque infiniment plus pour combattre Paris.

La répression

Le 21 mai l'armée versaillaise entra dans la capitale. La bataille a duré une semaine: la "*semaine sanglante*". Les derniers combats se sont déroulés au cimetière du Père Lachaise. La vengeance des Versaillais fut terrible. La plupart des fédérés pris les armes à la main ou dont

les doigts portaient une trace de poudre furent fusillés sans jugement. Le chiffre des fusillés atteint sans doute 30.000. Les Versaillais ont écrasé la Commune.

L'aube de la révolution socialiste mondiale

La Commune de Paris s'inscrit dans le prolongement de toutes les luttes qui au cours des siècles dressèrent les exploités contre leurs exploiters. Mais la Commune fut bien plus que cela : elle fut la preuve qu'il est possible d'en finir avec la vieille société. Elle fut la preuve que le socialisme n'est pas une utopie mais la seule alternative possible à la barbarie capitaliste.

Eugène Pottier, un communard, composa en juin 1871 ce chant qui va devenir l'hymne des socialistes et des communistes, "*l'Internationale*". La Commune est morte mais son message est encore vivant dans le coeur et la conscience des prolétaires du monde entier.



CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.